

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information  
du groupe de travail  
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°7 - mai/juin 2010

Prix libre

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

Édito

## En mai, ravivons nos mémoires et nos luttes

Si, pour les ouvrier-e-s du monde entier, le 1er mai est la journée des luttes contre le capitalisme, ce mois est également, pour les communautés antillaises notamment, une période de mémoire. Car le joli mois du muguet fut aussi celui qui vit fleurir de nombreuses révoltes d'opprimé-e-s.

C'est le 10 mai 1802 qu'en Guadeloupe, le colonel Louis Delgrès lança l'appel à l'insurrection du peuple face aux armées napoléoniennes venues rétablir l'esclavage. Depuis 1791, dans l'île voisine de Saint-Domingue (bientôt Haïti), esclaves et Nègres-marrons ont montré la voie, en obtenant une première fois l'abolition de l'esclavage et en résistant victorieusement aux différentes armées qui ont tenté de le rétablir sur leur territoire. L'insurrection guadeloupéenne aura malheureusement moins de succès. Le 28 mai 1802, l'habitation d'Anglemont, où se sont réfugié-e-s les dernier-e-s insurgé-e-s, saute et le cri collectif de « vivre libre ou mourir » résonne. L'esclavage est rétabli le soir même. Malgré tout, la résistance continue. Et c'est cette agitation persistante des résistant-e-s noir-e-s, qui n'ont pas attendu l'assentiment d'un Victor Schœlcher, qui va finalement amener les républicains à abolir l'esclavage en avril 1848. Les décrets prévoient deux mois de délai mais ce sont les événements sur place qui vont précipiter le processus. En Martinique, la révolte éclate le 22 mai et la liberté proclamée le 23 mai, puis le 27 mai en Guadeloupe.

En 1870, c'est encore en mai qu'a lieu, en Martinique, une nouvelle insurrection, après qu'un artisan du nom de Lubin ait été roué de coups de fouet pour avoir refusé de saluer un Béké. La révolte dure 6 jours et de nombreuses usines à sucre sont incendiées. Certain-e-s chefs de l'insurrection (parmi lesquel-le-s Louis Telga, Eugène Lacaille, Daniel Bolivard, Lumina Sophie et Rosalie Soleil) auraient même songé à l'indépendance, l'oppression coloniale et raciste sous le Second Empire et l'exemple d'Haïti, première république noire et libre proclamée en 1804, ayant provoqué la naissance d'un sentiment national. Enfin, dans l'histoire plus récente, les 25, 26 et 27 mai 1967 sont des jours de triste mémoire pour la Guadeloupe. Les CRS tirent sur des lycéen-ne-s et des travailleur-euse-s en grève pour une augmentation salariale, faisant une centaine de blessés et 87 morts, dont Jacques Nestor, dirigeant du mouvement indépendantiste GONG qui est à la tête de mobilisation.

De ce moi de mai chargé en date symboliques fortes, c'est donc le 10 mai qui a été choisi comme journée officielle de l'abolition de l'esclavage. Cela a été obtenu bien plus grâce aux décennies de luttes des communautés noires qu'à la bienveillance d'un Jacques Chirac alias monsieur « le bruit et l'odeur ». Car la République française n'a jamais « libéré » qui que ce soit de son plein gré. Les esclaves haïtien-ne-s qui montrèrent la voie dès 1791 en ont payé le prix fort, ainsi que leurs descendant-e-s jusqu'à aujourd'hui. Tout comme les manifestant-e-s de Sétif et Guelma, massacré-e-s le 8 mai 1945 pour avoir réclamé leur libération du joug colonial français, et qui sont toujours largement ignoré-e-s des célébrations du 8 mai officiel.

Alors que le racisme et les discriminations gangrènent la société, et que se perpétue l'« esclavage » économique des peuples du Tiers-monde, asservis par la Banque mondiale, le FMI et les puissances occidentales comme la France, l'histoire et la mémoire de ces combats doivent nous donner la force et l'inspiration de les poursuivre avec la même ferveur que celles et ceux qui se sont battu-e-s avant nous. Et une belle manière de continuer à le faire, jusqu'à la fin du mois de mai, est par exemple de soutenir la marche Paris-Nice des Sans papiers qui ont décidé de « célébrer » à leur manière le cinquantenaire de la Françafrique en manifestant contre la politique anti-immigration, raciste et néocoloniale de la France, et de avec elles et eux des revendications solidaires et internationalistes à l'occasion du contre-sommet citoyen organisé le 29 mai à Aubervilliers. Ensemble, osons inventer l'avenir, car oui, nous aussi nous le pouvons.

*Mariam Seri-Sidibe et Kohou Mbwelili*

S  
O  
M  
M  
A  
I  
R  
E

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• En bref</li> <li>Djibouti, doubles discours</li> <li>• Politique, économie et société</li> <li>Crise alimentaire sur le continent</li> <li>Mauritanie, Togo, Bénin, Cameroun, Tanzanie</li> <li>• Dossier</li> <li>Afrique du sud</li> <li>• Françafrique</li> <li>25ème sommet France-Afrique</li> <li>• International</li> <li>Sommet des peuples à Cochabamba</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagnes - Mobilisations</li> <li>Soutenez la marche des Sans-papiers</li> <li>• Histoires - Mémoires</li> <li>L'épopée du roi Pelé</li> <li>• Cultures</li> <li>Lire: les Femmes d'Afrique et la Tunisie</li> <li>Aller voir: Barbès l'Africaine, l'Afrique du Sud</li> <li>Surfer: site Afriques en lutte</li> <li>• Agenda</li> <li>29 mai: forum citoyen France-Afrique à Aubervilliers</li> </ul> |
|--|--|

## Djibouti – Le troisième mandat d'IOG au forcing

Le parlement djiboutien a ratifié le 19 avril dernier une réforme constitutionnelle permettant à Ismaïl Omar Guelleh (IOG) de briguer un troisième mandat. Les 59 députés présent-e-s (sur 63), acquis-e-s à la cause du pouvoir, ont ratifié à l'unanimité 14 amendements de la Constitution, dont la suppression de toute limitation au nombre de mandats présidentiels. Le paquet soumis par le pouvoir a été construit avec une certaine ruse : un âge limite de 75 ans a été fixé pour les candidats à la présidence et le mandat présidentiel réduit de six à cinq ans. Toutefois, l'article 1er de la Constitution stipule désormais que « l'Islam est la religion de l'Etat » (disposition figurant déjà dans le préambule), la peine de mort est abolie, un Sénat institué et le cumul des fonction de député et ministre interdit. L'opposition, qui avait boycotté le dernier scrutin législatif en 2008 et n'est pas représentée à l'Assemblée, a condamné cette réforme qui « ouvre la porte à une présidence à vie » qui va prolonger 32 ans de dictature et d'impunités. Le changement politique est bien à l'ordre du jour.

## Double discours (1)



A. Wade, N. Sarkozy, A. Parent et R. Yade

André Parant, le nouveau « Monsieur Afrique » de la cellule diplomatique de l'Elysée, a récemment laissé entendre « en off » à certains journalistes que la France voyait d'un mauvais œil le « projet de succession monarchique non avoué » du président sénégalais Abdoulaye Wade qui entend voir son businessman de fils, Karim, lui succéder pour veiller sur les intérêts du clan. Selon Parant toujours, Karim Wade a « une mauvaise image auprès de l'opinion » dans un pays où « il y a une vie démocratique ». Dans un « contexte social extrêmement difficile, a-t-il ajouté, il y a un risque d'explosion sociale, et donc politique, extrêmement élevé ». Or dans le même temps, comme le rapporte à juste titre *Le Monde* du 9 mai, Claude Guéant, « le secrétaire général de la présidence française, faisait de Karim Wade un de ses interlocuteurs privilégiés ». Ce dernier était notamment reçu à plusieurs reprises à l'Elysée pour gérer discrètement la réalité des relations diplomatiques et militaires entre la France et le Sénégal tandis que Wade multipliait, à usage purement interne, les déclarations nationalistes sur les bases militaires françaises ou le franc-CFA.

## Double discours (2)

En Centrafrique, où le mandat présidentiel expire en principe le 11 juin prochain, un conflit oppose le général-président Bozizé à l'opposition concernant la date et les modalités des prochaines élections. Ni la révision de la liste électorale ni les conditions de sécurité sur le territoire ne sont en effet jugées suffisantes pour permettre le déroulement d'un scrutin crédible. Bozizé a dans un premier temps tenté de passer en force, fixant les élections pour le mois de mai, tandis que l'opposition décidait unanimement d'un boycott (à l'exception de Patassé, e dictateur du pays, récemment réintroduit dans le jeu politique pour faire diversion). La demande de report du scrutin était officiellement soutenue par l'ONU, l'UE... et la France. Sauf que selon *Libération*, début avril, le secrétaire d'Etat à la coopération Alain Joyandet, de passage à Bangui pour signer le nouvel accord de défense, avait apporté sa caution au scénario du pouvoir. Nouveau revirement quelques jours plus tard : Bozizé annonçait finalement un report des élections à une date indéterminée, considérant sans doute, au vu des derniers scrutins togolais ou soudanais, qu'il était préférable de faire au moins semblant de respecter quelques préalables, pour faire cautionner une réélection frauduleuse par la « communauté internationale ».

## Double discours (3)

Il avait fallu attendre 2005 pour que les autorités françaises, par la voix de l'ambassadeur de France en Algérie, reconnaissent l'existence des massacres de Sétif et Guelma au moment où la France célébrait la Libération. Deux ans plus tard, le nouvel ambassadeur les qualifiait d'« épouvantables massacres » et promettait que « le temps de la dénegation des massacres perpétrés par la colonisation en Algérie est terminé ». Cette année, la polémique vient d'être relancée à l'occasion de la sélection par le festival de Cannes du film « Hors la loi », de Rachid Bouchareb, le réalisateur d'Indigènes. Des élus UMP, au premier rang desquels le député des Alpes-maritimes, Lionnel Luca, ont dénoncé, sans attendre d'avoir vu le film, un « film anti-français ». Selon Luca, il ne faudrait pas oublier que « le 8 mai 1945, c'est d'abord le massacre des Européens », version accréditée officiellement par le Service historique de la Défense, et que les porteurs de valises du FLN sont d'abord des « traîtres ». Si le ministre de la Culture a pris ses distances avec ces propos, le site Médiapart a rapporté, preuves à l'appui, que l'Elysée avait appuyé en sous-main cette campagne nauséabonde. Le négationnisme colonial a de beaux jours devant lui.



Région de Sétif, Guelma, Kherrata, mai-juin 1945 (Ecpad)

## Crise alimentaire: les responsabilités du capitalisme

**D**e nouveau, une crise alimentaire de grande ampleur menace les pays de la bande sahélienne : Sénégal, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Tchad, Soudan et Niger. Les populations en font les frais et, plus particulièrement, celles du Niger. La junte qui a renversé la dictature de Tandja a reconnu la vraie situation existante dans le pays. Elle est catastrophique puisque la moitié des habitant-e-s sont touchés. Les conditions climatiques ont été mauvaises. En effet, les pluies sont arrivées trop tard et se sont arrêtées trop tôt. Ainsi la période de soudure, traditionnellement difficile, en sera plus longue. Six millions de personnes ont épuisé leur stock de nourriture et déjà deux cent mille enfants doivent suivre un traitement dans des centres de santé qui sont dramatiquement sous équipés, alors que 35 millions de dollars permettraient de faire face.



Mais le problème n'est pas que climatique, il est surtout économique. Les journalistes remarquent que les denrées comme le riz, le sorgho ou le mil sont bien sur les étals des marchés, mais à des prix bien trop élevés pour la très grande majorité de la population (1). D'autres pays sont touchés, à l'exemple de la République démocratique du Congo (RDC) où le Programme National de Nutrition (PRONANUT) – une agence étatique – considère que dans les provinces de l'Equateur, des Kasai occidental et oriental, du Katanga et du Maniema, la malnutrition sévit (2), alors que ce sont des régions particulièrement riches. L'exemple du Katanga à cet égard est révélateur puisque cette région, considérée comme le poumon économique du pays, connaît une situation de malnutrition. La cause principale est liée à la crise économique. Les grands trusts miniers, qui pillent allégrement la région, ont licencié la plupart de leurs employés au motif d'une baisse des carnets de commande. Ainsi des centaines de milliers de familles se trouvent-elles sans ressources.

On se retrouve donc dans une situation où les causes de la crise alimentaire de 2008 restent pérennes, aggravées par la crise économique. Cette dernière risque fort de limiter les marges de manœuvre des gouvernements pour amortir la hausse des prix des produits de premières nécessités. Le problème récurrent n'est pas un manque de nourriture, mais un manque d'argent pour acheter cette nourriture. Avant même la crise, la faim continuait à se développer à travers le monde. Actuellement, plus d'un milliard de personnes souffrent de problèmes de nutrition (3). Les prix des

produits alimentaires, s'ils ont baissé par rapport au pic de 2008, restent néanmoins globalement élevés. En Ouganda et au Kenya le prix des denrées de base, comme le maïs, a été multiplié par deux par rapport à 2007, idem pour le Sorgho au Soudan (4) et selon l'OCDE, les prix vont continuer à augmenter au cours de la prochaine décennie. L'IFPRI (l'International Food Policy Research Institute), une organisation américaine, a calculé qu'une poursuite d'augmentation des prix réels des denrées aurait comme conséquence la malnutrition de 16 millions de personnes supplémentaires dans le monde (5).

La raison principale de la crise ne vient pas de l'augmentation des besoins de nourriture de la population. Cette dernière peut être largement satisfaite par la production actuelle. Mais par contre, le développement du carburant issu de produits agricoles a accaparé les terres qui, auparavant, étaient dédiées à l'agriculture de nourriture. Une organisation comme Action Aid estime que cette réaffectation des terres pour le carburant est la cause d'une augmentation des prix des denrées à hauteur de 30% en 2008. C'est ainsi que les spoliations de terre par des grands trusts capitalistes en Afrique ne cessent de s'accroître, expulsant les populations de leur terre. Désormais ces grandes entreprises pourront faire ce qu'elles veulent, utiliser engrais chimiques, pesticides et OGM. L'abandon de la souveraineté, d'une partie d'un territoire du pays, s'apparente bien à un processus de recolonisation au sens strict du terme.

De nouveau, l'Europe a une responsabilité importante dans ce drame. Après avoir soutenu massivement les projets économiques des institutions financières internationales visant à casser les services publics des Etats, à détruire les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation tout en démantelant les caisses de régulation de ces cultures, imposant les APE (accord de partenariat économique) qui visent à libéraliser totalement les relations économiques avec l'Afrique, elle se lance dans le carburant agricole. Toujours, selon la même organisation Action Aid, les conséquences en seraient que plus de cent millions de personnes risqueraient la famine.

L'Union européenne vient de mettre au point son énième plan d'aide alimentaire avec l'idée de transformer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS), structure technique de la FAO, pour en faire : « l'institution internationale centrale sur la sécurité alimentaire » laissant en suspend la pérennité du financement, se refusant à abandonner les APE et restant étrangement muette sur la question de la spoliation des terres. Etrangement ? Pas si sûr, car plus de 5 millions d'hectares sont achetés ou en passe de l'être par les entreprises appartenant à l'Union européenne !

Paul Martial

(1) <http://fr.allafrica.com/stories/201004140707.html>

(2) Communiqué de presse du 6 avril 2010

(3) FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Crises économiques – répercussions et enseignements*, 2009.

(4) FAO, *SMIAR bulletin d'alerte*, n° 328, 12 août 2009.

(5) Cité par Agence IRIN, 3 mars 2009.

## Mauritanie : vers une guerre identitaire ?

**E**n janvier 1966, le régime mauritanien applique la loi imposant l'enseignement secondaire en arabe. Cela entraîna un mouvement de grève des lycéen-ne-s et des

professeur-euse-s dans tous les pays qui se solda par 6 mort-e-s et 70 blessé-e-s. A l'instar de l'Afrique du Sud, où l'Afrikaans fut imposé aux seul-e-s élèves noir-e-s, ceci posa le premier acte de

l'assimilation forcée des négro-mauritanien-ne-s. Au lieu de créer l'unité nationale du pays, le fossé s'accroît entre les Beïdanes, caste dominante, au détriment de la population noire. Sous l'impulsion des milieux extrémistes arabes, externes comme internes, cette politique atteindra son apogée entre 1989 et 1991 par l'épuration ethnique dont ont été victimes haalpulharens entre autres. C'est sous le fallacieux prétexte de la guerre sénégal-mauritanienne que Taya déclencha la répression et la déportation de milliers de noirs au Sénégal et au Mali.

C'est dans ce contexte de conflit ancien mais surtout à la veille de la commémoration du déclenchement de cette déportation en avril 1989, que les propos du premier ministre et de celui de la Culture, déclarant notamment, le 6 mars dernier, lors de la célébration de la journée de la langue arabe, que la « civilisation mauritanienne est arabo-islamique », ont été pris comme un véritable appel à la discrimination raciale. L'arabe deviendrait donc la seule langue nationale, praticable dans les secteurs clés de l'économie, de l'administration, de l'enseignement au détriment des autres langues et du français, pourtant langue officielle.



Manifestation des étudiants négro-mauritaniens à Nouakchott, en avril 2010, contre l'arabisation forcée

La Mauritanie est pays multi-ethnique et donc multiculturel. S'y côtoient des arabophones, hassania (beïdanes), fulbé, wolof,

soninké et harratines, ces derniers groupes étant des négro-mauritaniens, composante majoritaire du pays. Imposer la langue de la caste minoritaire, mais dominante, revient donc à un esclavage mental pratiqué sur le reste de la population. En effet, un enfant à qui on inculque un enseignement dans une langue qui ne lui est pas familière, et c'est le cas des populations vivant en zone enclavées, n'a pratiquement aucune chance de réussite sociale qu'un autre qui lui reçoit un enseignement dans sa langue maternelle. Le premier restera cantonné dans une catégorie subalterne alors que le second pourra accéder à des études supérieures.

L'arabisation de tous les secteurs fondamentaux du pays n'est donc pas un « faux problème ». C'est la volonté clairement affichée du gouvernement d'inscrire la Mauritanie dans le bloc du Maghreb. Le pays étant membre de la Ligue Arabe depuis 1973, les hauts postes sont réservées aux arabophones, y compris dans l'armée, dénégriifiée sous l'ère terrible du Régime de Ould Taya. Cette imposition linguistique, instrument d'aliénation, est malheureusement révélatrice de tensions sous-jacentes. Les étudiants négro-mauritaniens ont donc contesté cette énième oppression culturelle lors de manifestations à l'Université de Nouakchott organisées par une plateforme de syndicats étudiants. Le campus fut le théâtre d'affrontements entre eux et des étudiants pro-arabes, le tout ayant conduit à des arrestations.

Loin d'être un « mouvement d'humeur », comme certains tenants du système l'auraient souhaité, ce soulèvement et ses heurts rappellent, à ceux qui auraient la mémoire qui flanche, que l'unité Nationale Mauritanienne est loin d'être acquise. C'est pourtant ce à quoi un gouvernement digne de ce nom devrait œuvrer. Construire la Mauritanie en tant qu'Etat-nation, et non pas Etat-Clanique, afin de sauver le pays d'une explosion ethnique qui n'épargnerait personne.

L'organisation d'un débat national sur la cohabitation est nécessaire. Il devra tenir compte que la Mauritanie est un Etat arabe ET africain, que ses composantes humaines, ainsi que leurs cultures (langues, coutumes et traditions) doivent être diverses mais égales dans un destin commun. C'est à ce seul prix que la guerre des identités n'aura pas lieu et que la Mauritanie vivra.

*Mariam Seri Sidibe*

## L'incandescence du peuple togolais

Le soutien financier de l'Union européenne octroyé au gouvernement sortant du Togo pour l'organisation de l'élection présidentielle du 4 mars 2010 et la violence armée par le biais de la Force Sécurité Election Présidentielle 2010 (FOSEP) se sont révélés être un levier répressif aux mains du pouvoir sortant. Les Togolais-e-s ont rencontré de multiples obstacles pour faire émerger la vérité des urnes et le choix véritable qu'exprimait leur suffrage. Tout sauf Faure Gnassingbé !

### Une situation politique intenable au Togo

L'impossibilité technique de vérifier les bulletins de vote et donc de confirmer les résultats et les irrégularités graves en matière électorale telles que constatées par la mission d'observation électorale de l'UE devraient conduire à une invalidation immédiate du scrutin. Une page s'est tournée aussi au niveau de l'opposition togolaise en la personne de Gylchrist Olympio, leader charismatique contre le régime Gnassingbé qui assassina le premier président élu togolais, Sylvanus Olympio, père de Gylchrist. En effet, que penser de son choix de se défaire lors du dépôt de sa candidature à l'élection pour un accident imaginaire ?

Et celui de ne pas reconnaître la candidature de Jean-Pierre Fabre du même parti que lui ? De recevoir, chez lui à Paris, une délégation du pouvoir pour négocier unilatéralement en catimini ? De traîner des pieds lors des actions populaires organisées par le FRAC (front républicain pour l'alternance et le changement), jusqu'à ce fameux jour où, rejoignant le meeting sur la plage de Lomé escorté par la police, il sera lynché par la population furieuse des signes de trahison du « Fils du Père » ?!

Mais malgré « l'abandon » du plus connu des opposants, la contestation populaire est de grande envergure dans la capitale sous formes de marches pacifiques, de veillées, de prières spirituelles. Si ce n'étaient les intimidations et les actes de malveillance des forces de police financées par la France et l'UE, cette contestation populaire aurait déjà gagné toutes les villes de l'intérieur du pays.

### Les « métastases » de la résistance

Depuis le mois de mars 2010, l'opposition togolaise a réalisée « l'union sacrée » autour du candidat Jean-Pierre Fabre. Dans la diaspora, de multiples « filiales » de « l'Abloé »

(1) agissent également (grève de la faim en Pologne, rencontres de députés européens à Bruxelles, manifestations devant la Maison Blanche et les locaux de l'ONU, etc.). Ces « métastases » de la lutte sont les conséquences de l'abandon par la communauté internationale de ce peuple qui a décidé de passer outre les multiples adoucissements « collabos » et d'engager la lutte.



Rassemblement de l'opposition attaqué par la gendarmerie en mars 2010 à Lomé

Car les schémas proposés par les pays bailleurs de fonds comme « l'évolution palliative vers la démocratie » ne sont plus tolérés par les populations qui croupissent depuis des années dans l'indignité « d'un plat/jour » et du chômage trans-générationnel. Le risque le plus évident est que pour les prochaines élections législatives il n'y ait plus personne pour aller voter et que le taux

d'abstention dépasse tous les records. Comme en Thaïlande, au Kirghizstan, en Grèce en ce moment où ce sont les tenant-e-s du pouvoir « mafieux » qui pillent les deniers du peuple la population togolaise n'a pas d'autre choix pour sortir de la misère entretenue que de se révolter en s'unissant.

### **Les perspectives de l'espérance populaire**

Suite à la prestation de serment du 3 mai, la dictature togolaise pensait que « le soufflé » de contestation allait retomber, que les principaux opposants allaient quémander des postes dans le nouveau gouvernement « d'Union nationale ». C'est oublié de prendre en compte la détérioration du tissu social et économique du pays qui se retrouve dernier dans ce domaine dans la région, au bout de 5 ans de pouvoir du jeune dictateur, après avoir assassiné plus de 500 compatriotes, blessé, amputé, handicapé, violé et exilés encore à ce jour des dizaines de milliers ! Chaque famille togolaise a en son sein un martyr de la dictature de la famille Gnassingbé. Alors se pose cette question cruciale : comment un peuple peut-il voter à plus de 60% pour son bourreau ? Il faut aussi rappeler que le pari de Faure Gnassingbé, qui avait affirmé qu'il allait organiser des élections transparentes, qui ne prêtent d'aucunes discussions dans ses résultats comme au Ghana, au Sénégal, est totalement perdu !

Enfin, en cette année du cinquantenaire de l'indépendance du Togo, les compteurs de la mémoire collective populaire se sont remis à zéro, dans la majorité des esprits des résistants, la lutte pour la 2<sup>ème</sup> indépendance ne fait que commencer !

*Mathieu Cichocki*

(1) « Indépendance », en langue ewé

## **Cameroun: Biya aux abois**

**P**aoul Biya a l'habitude de narguer les Camerounais-e-s. On a déjà retenu de lui que « la conférence nationale est sans objet » mais aussi que « tant que Yaoundé respire, le Cameroun vit ! » Il n'y a pas longtemps, il a ourdi une rumeur sur sa propre mort, pour faire une rentrée triomphale alors qu'il était hors du pays. « Je vous donne rendez-vous dans 20 ans », avait-il alors déclaré à son retour. Tout le monde a compris : « ma présidence à vie ».



Mais la sérénité a commencé de changer de camp et Biya doit forcer de plus en plus le trait. Ainsi, avec, fin décembre 2009, *L'Appel du peuple*, un livre d'autocrate, prélude à ce qui sera son annonce de candidature pour la prochaine présidentielle lors de

sa présentation des vœux de janvier dernier ! Présidentielle qu'il n'exclurait pas, selon maints observateurs, d'anticiper pour prendre de court les concurrents potentiels... L'opération « Mains propres » lancée en 2005 sous la pression des Etats-Unis pour lutter contre la corruption au Cameroun est devenue en 2006 L'Épervier, instrumentalisé dans des règlements de compte dans les cercles du pouvoir et visant à faire de Biya un candidat sans véritable concurrent.

Dans le même temps, répressions et intimidations contre mouvements civiques et sociaux battaient leur plein. Rappelons que, du 23 au 29 février 2008 le Cameroun a été le théâtre d'un mouvement social d'ampleur, à la fois « émeute de la faim » et soulèvement populaire à caractère politique : la conjonction de la provocation 15 jours plus tôt (à l'occasion de finale de la CAN2008 de football à laquelle le Cameroun participait) d'une hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires et du projet de modification constitutionnel pour prolonger le mandat de Biya au pouvoir par une rééligibilité sans limite et en lui assurant l'immunité à vie. En grève contre la hausse du prix du carburant, la population a pris d'assaut les rues des principales villes des cinq provinces du Sud avec des revendications socio-économiques, civiques et politiques.

Dans ce contexte, les forces de sécurité se sont livrées à une répression sanglante contre la population et ont commis de graves violations des droits de l'Homme, causant la mort de quelques 140 personnes, le Rapport de l'Observatoire national des droits de l'Homme évoquant des exécutions sommaires de civils. Des milliers de personnes ont été arrêtées arbitrairement

pendant et après ce mouvement social et traduites en justice. Aucune commission d'enquête n'a été constituée afin d'établir la vérité sur cette répression violente et disproportionnée. Illustration parlante du verrouillage totalitaire du système Biya, le 10 avril 2008 (donc moins de deux mois après la répression du soulèvement populaire de février) l'Assemblée nationale adoptait comme attendu le projet de loi sur la révision constitutionnelle avec 157 voix pour, 5 contre et 15 non votant-e-s.

Le cas du chanteur populaire « Ndjinga Man »-Lapiro (*Afriques en Lutte* n°6), auteur du tube « Constitution constipée », est exemplaire de l'amplification de l'arbitraire et du harcèlement ciblés... Il était doublement chargé pénalement : un premier dossier datant de 2004 pour destruction de barrière et coups et blessures et le second de 2008 pour avoir attisé les « émeutes ». Dans le second, Lapiro fut condamné à trois ans ferme et 280 millions de francs CFA de dommages et intérêts. Sa peine ayant été confirmée par la Cour d'appel, Lapiro qui a



toujours clamé son innocence est toujours écroué à Douala.

Le musèlement de la presse et les intimidations et persécutions contre les journalistes se multiplient aussi. Rien qu'en février-mars 2010, trois journalistes ont été arrêtés, inculpés « de faux et d'usages de faux » et écroués. Puis il y eut le décès en détention à la prison centrale de Yaoundé, dans la nuit du 21 au 22 avril, de Cyrille Germain Ngota Ngota, dit Bibi Ngota, directeur de publication de l'hebdomadaire Cameroun Express... « après tortures et privation de soins », notent plusieurs websites et journaux camerounais : selon camerounlibre.blogspot.com, il enquêtait avec deux confrères encore incarcérés sur des supposés frais de commissions dans le cadre de l'acquisition d'un bateau-hôtel par la Société nationale des hydrocarbures du Cameroun.

Au final, un système verrouillé mais aux abois que semblent lâcher les Etats-Unis et qui pousse les « chars » anti-émeutes dans un quartier au moindre énervement pour un délestage électrique ou une coupure d'eau. Les organisations populaires et les forces progressistes devront être à la hauteur des enjeux.

*Pierre Sidy*

## Bénin : bilan du deuxième forum social local atlantique

**B**risons les habitudes des comptes-rendus et commençons, cette fois, par les aspects négatifs de ce forum social qui s'est déroulé du 28 au 31 janvier 2010 à Kpomassé au Bénin. On ne s'éternisera pas sur les aspects matériels et logistiques qui, parfois, étaient un peu défaillant, mais peut-on dire que c'est vraiment un problème ? Il valait mieux cette situation (certes un peu difficile pour le dos de ceux sujets aux rhumatismes) plutôt que des sponsors gouvernementaux ou d'entreprises qui dénaturent l'essence de ces forums sociaux.

Entre les représentants de la société civile et les populations du village qui accueillent le forum, la principale critique porte plutôt sur leurs attentes différentes lors de ce forum. En effet, si elles se sont massivement mobilisées lors de la manifestation d'ouverture du forum, ces dernières s'attendaient plus à une aide directe et matérielle pour améliorer leurs conditions de vie. Ce quiproquo a pu être partiellement levé grâce aux rencontres entre les femmes des différentes ONG et les femmes du village ; ces discussions ont mis l'accent sur l'importance de l'auto-organisation pour mener à bien des projets de développement avec, à l'appui, les exemples d'expériences menées dans d'autres pays.

Côté positif, la participation importante des pays voisins du Bénin, notamment le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso et le Togo avec une délégation massive. Pour le pays hôte, toutes les organisations syndicales représentatives dans le pays étaient présentes ainsi que des organisations de jeunesse centrées sur les problématiques du développement économique. A noter la présence de la Fondation Rosa Luxemburg, liée à l'organisation allemande De Linke, la revue *Afriques 21* et la présence d'un camarade vénézuélien.

Les débats ont mis en exergue la dégradation des conditions de vie des populations, comme en témoignent les organisations syndicales béninoises sur les luttes contre les suppressions d'effectifs dans les services publics, suite aux injonctions des institutions financières internationales. La question du micro crédit a été aussi discutée et elle est loin de faire l'unanimité parmi les populations, contrairement à ce que l'on peut croire dans les pays occidentaux. Si le constat était unanimement partagé sur les ravages de l'impérialisme en Afrique, des

interrogations sont apparues sur les moyens à mettre en œuvre pour changer cette situation.



*Manifestation lors du forum social local, à Kpomassé au Bénin (janvier 2010)*

Certes des avancées, parfois significatives, existent comme au Mali où les dirigeants de ce pays sont désormais obligés de prendre en compte les revendications de la paysannerie. Cependant, on se rend compte que les multiples luttes éparées qui se déroulent sur le Continent, si elles sont salutaires, ne peuvent bloquer à elles seules le rouleau compresseur de la globalisation capitaliste. Aussi l'idée de ne plus se cantonner seulement au niveau des luttes sectorielles, mais de poser les problèmes dans leur globalité, c'est-à-dire au niveau politique, est une piste qui a suscité beaucoup d'intérêt.

Comment construire une force politique de rupture avec le capitalisme international ? Quel rôle peuvent jouer les organisations et associations militantes dans l'émergence de cette force ? Voilà des questions qui ont animé les réunions informelles des soirées du deuxième Forum social.

*De notre correspondant*

## Tanzanie : « Ubinadamu na mshikamano » (1)

La naturalisation en Tanzanie de plus 160.000 personnes : voilà un fait qui est passé quasiment inaperçu dans la presse occidentale. Il est vrai qu'il ne s'agissait ni de tueries,



Femmes burundaises du campement de Katumba, à l'annonce de la naturalisation, en avril dernier  
© E Wolfcarious/UNHCR/afrol News

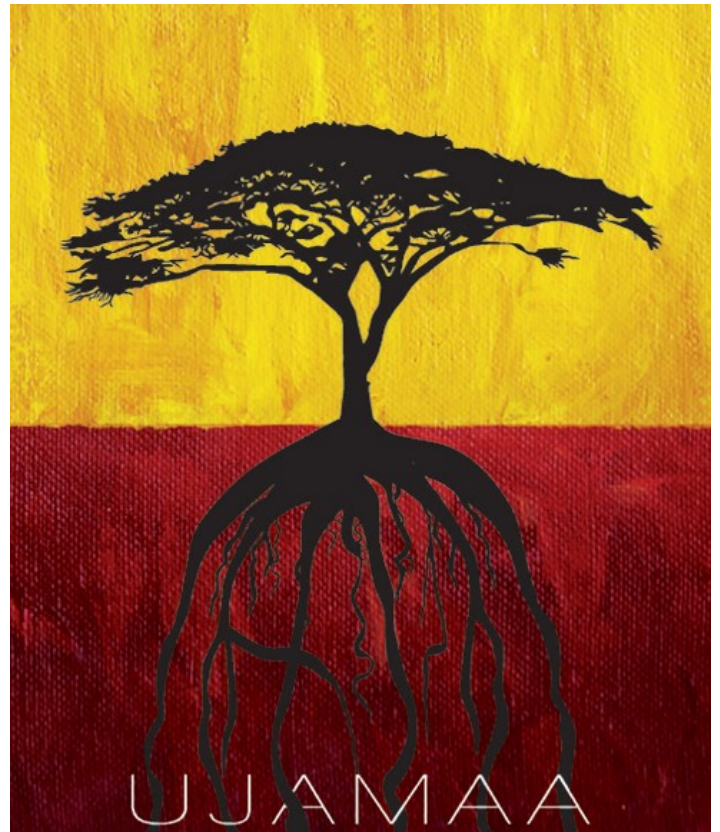
ni de massacres, mais d'une bonne nouvelle venant de l'Afrique et, qui plus est, dérangeante pour les dirigeants des pays riches. D'autant que l'ampleur et la manière dont elle s'est effectuée en fait une première mondiale. En effet, précédé par un débat qui a débouché sur un large consensus de la classe politique reflétant le sentiment de la population, cet octroi de la nationalité a impliqué largement les principales autorités locales.

Cette naturalisation massive concerne les réfugié-e-s qui ont fuit leur pays en 1972, le Burundi, où sévissait des conflits ethniques sanglants entre les Hutu et les Tutsi. La Tanzanie de l'époque était dirigée par Julius Nyerere, un ancien enseignant (d'où le sobriquet de *mwalimu* qui signifie « instituteur » et est couramment utilisé pour le nommer). Dirigeant du Tanganyika African National Union (TANU), panafricaniste convaincu, il est considéré comme le père de l'indépendance du pays. Il a tenté de construire un « socialisme » tenant compte des réalités africaines et du poids de l'agriculture dans l'économie du pays. C'est ainsi que le concept d'*ujamaa* a été développé dans la déclaration d'Arusha, document fondateur et programmatique. Les *ujamaas* sont des entités à partir des communautés de village où devait s'organiser l'activité économique et s'exercer le pouvoir. Souvent, lorsqu'on parle de « socialisme tanzanien », on évoque le socialisme des villages.

De nombreux reproches peuvent être adressés à Nyerere, notamment en matière de liberté et de démocratie. Ainsi les populations ont été victimes d'actes bureaucratiques du fait de la conception stalinienne du parti unique, partagé tant par le modèle soviétique que chinois, dont il s'est largement inspiré dans la réalité, en dépit des réflexions particulièrement intéressantes sur la nécessité de l'implication et de la participation des populations à la construction du socialisme (2). Mais en parallèle à ces critiques, il faut reconnaître qu'il fut un soutien sans faille pour les combattant-e-s anticolonialistes des pays africains encore sous la tutelle du Portugal, un soutien également pour les combattant-e-s anti-apartheid de l'Afrique australe. Ses convictions panafricanistes et anticolonialistes se sont concrétisées dans les actes, fait plutôt remarquable, alors que nous sommes tellement habitué-e-s au double langage de la part des dirigeant-e-s des pays africains qui, d'un côté, dans des discours lénifiants, prônent l'indépendance et l'unité du continent et, de l'autre, livrent leurs pays au pillage des multinationales occidentales. Le cas le plus flagrant en est donné par le colonel Kadhafi qui se targue de vouloir réunifier l'Afrique et dont les migrants africains sont aussi mal traités par l'administration en

Lybie qu'en Europe.

La Tanzanie était une terre d'accueil pour les réfugié-e-s africain-e-s et, ainsi, les 160 000 réfugié-e-s dont, fait significatif, le nom officiel était de « résident-e-s invité-e-s », se sont vu-e-s offrir un lopin de terre qui leur a permis de développer une activité économique, d'être autosuffisant-e-s et ainsi de s'intégrer dans le pays sans aucune difficulté. Ce ne fut plus le cas pour la seconde vague de réfugié-e-s burundais-e-s des années 90 où ces dernier-e-s, comme dans la plupart des cas, ont été parqué-e-s dans des camps, survivant seulement grâce à l'aide internationale.



Cette naturalisation est une belle démonstration que la solidarité panafricaniste n'est pas qu'une utopie et qu'elle peut être réelle et partagée par les peuples, à condition évidemment que les dirigeant-e-s des pays ne mènent pas des politiques ethnicistes et xénophobes pour rester au pouvoir et que les conditions économiques permettent à chacun de vivre. A l'heure où en France les Sarkozy et les Bessons se refusent à régulariser les Sans-papiers, procèdent à des expulsions indignes et tentent de développer un climat xénophobe et ethniciste autour de l'identité nationale, la leçon d'humanité et de solidarité de la Tanzanie et de sa population est salutaire.

Paul Martial

(1) « Humanité et solidarité » en swahili

(2) Notamment dans un de ces ouvrages « the varied paths to socialism » (les différentes voies vers le socialisme)

### APPEL A SIGNER: « Justice pour Thomas Sankara. Justice pour l'Afrique »

Nous demandons que s'engage sans tarder, une enquête indépendante sur l'assassinat de Thomas Sankara. Ceci est un devoir pour la communauté internationale, un droit pour la famille Sankara, une exigence pour la jeunesse d'Afrique, une nécessité pour l'avenir de ce continent qui ne saurait se construire avec une histoire amputée de la vérité sur un des épisodes majeurs de la fin du 20ème. Signer la pétition sur <http://www.thomassankara.net/spip.php?article866>

# Au delà de la Coupe du monde, l'Afrique du Sud en révoltes

**A**ux récentes images de Sud-Africain-e-s en liesse à l'approche de la Coupe du monde auraient dû succéder celles de Sud-Africain-e-s construisant des barricades, alors qu'une nouvelle vague de manifestations et de grèves balaie le pays. Dans des scènes évoquant l'apartheid, la police affronte des manifestant-e-s et à des ouvrier-e-s en grève, tirant à coup de lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de munitions réelles.

Cette vague de mobilisations arrive un an seulement après l'élection, en avril 2009, de Jacob Zuma. Ce dernier était vu par beaucoup, notamment par ses soutiens de l'imposant Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) et du Parti communiste (SACP), comme représentant un nouveau départ pour le gouvernement ANC, après 12 ans de politiques néo-libérales. C'est pourquoi les récents mouvements en ont pris beaucoup par surprise, des commentateurs exprimant leur incrédulité face à la mécontentement envers un gouvernement élu à 66%. Dans une tentative de dévier la colère exprimée dans les manifestations pour de meilleurs services publics, le gouvernement a blâmé « l'incompétence des municipalités » et a plaidé pour qu'on lui laisse le temps de purger les conseillers inefficaces et corrompus. Il a même menacé de prendre le contrôle de municipalités soi-disant « défaillantes ». Toutefois, les manifestant-e-s font porter la responsabilité des défaillances des services publics sur les conseillers locaux et les politiciens ANC corrompus.

Les manifestations dans les townships ont coïncidé avec la recrudescence de grèves nationales ces dernières années. Elles suivent la grève d'un mois de 2007 qui fut la plus longue et la plus large grève du secteur public de l'histoire de l'Afrique du Sud, avec plus de 700 000 grévistes et 300 000 autres travailleurs, pour qui faire grève était illégal, prenant part aux différentes formes de protestation. En août 2008, une autre grève générale paralysa l'économie quand le Cosatu mobilisa contre la hausse des prix des produits alimentaires et du carburant, qui suivit celle de 2,75% de l'électricité. Depuis début 2009, il y a eu 24 mobilisations majeures dans tout le pays et les membres du gouvernement considèrent que le nombre de manifestant-e-s excédera cette année celui de 2007 et de 2008.



Ouvriers des chantiers de la Coupe de monde en grève en 2009

## Richesses pour certain-e-s, pauvreté pour (beaucoup) d'autres

Bien que l'Afrique du Sud soit parmi les pays d'Afrique aux meilleures performances économiques, tout le monde n'en a pas bénéficié de manière égale. Depuis la fin des années 90, l'économie de l'Afrique du Sud a observé 6% de croissance par an

et l'inflation a été réduite de 6%, comme d'autres économies africaines. Ceci a cependant été le fruit de politiques néolibérales avec un contrôle strict des dépenses et des services publics, qui a touché le plus durement les pauvres à mesure que l'argent a été détourné des dépenses publiques à travers des allègements d'impôts pour les riches et les classes moyennes. L'augmentation de certains postes au budget gouvernemental n'est pas venue d'un changement fondamental de politique macro-économique, mais par la mise en valeur de l'efficacité fiscale. De telles « économies fiscales », expliquent le COSATU et d'autres, se font au détriment des dépenses en faveur du monde du travail.

Les gouvernements ANC ont trouvé l'argent pour remplir les poches des grandes entreprises avec des milliards d'euros de réductions d'impôts, avec la taxe sur les entreprises qui était de 50% au début des années 90 passée à 30% aujourd'hui. La croissance économique des dernières années est liée à une croissance de la demande globale, particulièrement en Chine, pour les produits manufacturés et les matières premières d'Afrique du Sud. Comme ailleurs dans le monde, ceci a coïncidé avec un boom financier et spéculatif engendrant une montée en flèche des prix de l'immobilier de 400% – plus qu'aux États-Unis et en Irlande. Alors qu'il y a eu des investissements en infrastructure, cela a été réalisé par des partenariats public-privé similaires avec ces grosses sommes investies dans des projets touristiques comme les stades de foot de la Coupe du monde et un réseau ferroviaire rapide pour l'élite, qui évite Soweto, entre Johannesburg et Pretoria qui servira surtout aux migrations pendulaires des riches et des classes moyennes.

La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a diminué de 58% en 2000 à 48% en 2005 et beaucoup de familles ont eu accès à des programmes de réduction de la pauvreté. Mais beaucoup de foyers et de communautés restent piégées par la misère. 75% des enfants noirs vivaient dans la pauvreté en 2007, contre 43% d'enfants « de couleur », 14% d'Indiens et 5% de blancs. Le gouvernement prétend avoir construit plus de 2 millions de nouveaux logements mais il y a toujours 2000 habitations informelles dans tout le pays dans lesquels les gens vivent sans sanitaires ni électricité, dans des cabanes faites de tôle ondulée et de matériaux récupérés. Près de 10 incendies par jour tuent des centaines de personnes tous les ans. La colère et l'amertume des rêves brisés de libération rongent ainsi le tissu social. Une rage qui s'exprime aussi à travers les 50 personnes assassinées par jour. Les chiffres de la criminalité ont certes diminué ces dernières années, mais ils sont toujours élevés par rapport à la moyenne internationale.

Officiellement, le chômage est situé à 23%, mais les observateurs les plus sérieux et les militant-e-s l'estiment à plus de 40%. Un chiffre qui risque de monter alors que la crise globale commence à poindre dans un pays dont la récente fortune économique a été le produit d'une demande pour des marchandises comme le charbon, l'or ou le platine. C'est pourquoi les demandes d'emplois et de salaires décents sont au cœur des revendications des manifestant-e-s. Dans ce pays, le travailleur moyen doit nourrir 5 membres de sa famille. Lors des manifestations les médias n'ont d'ailleurs pas manqué de noter le jeune âge de nombreux participant-e-s. 1 jeune sur 2 entre 18 et 24 ans est au chômage, et alors que la jeunesse a joué un rôle symbolique et de premier ordre depuis les révoltes de Soweto en 1976, il n'est pas surprenant qu'elle se soit impliquée. Malgré sa récente promesse de créer 500 000 emplois, le président Zuma a reculé et statué que « *ce ne sont pas des emplois permanents*



que l'économie devrait créer, mais des opportunités qui devraient aider notre peuple à survivre à court terme ».



Manifestation d'étudiant-e-s en 2007

### Zuma

Il est important de comprendre la signification de l'élection de Jacob Zuma et les attentes qu'il a suscitées. Zuma, à la différence de Thabo Mbeki, est vu comme un « homme du peuple » et un ami des travailleurs ayant la volonté d'écouter les syndicats. Zuma et ses soutiens (dont le COSATU et le SACP) ont longuement expliqué que ce dernier avait été persécuté par Mbeki et ses partisans. En septembre 2008, Mbeki, alors président, était démis par le Comité exécutif national de l'ANC après un verdict judiciaire qui suggérait que Mbeki, ou des membres du gouvernement, avaient pu interférer avec la décision de la National Prosecuting Authority pour poursuivre Jacob Zuma sur une affaire de corruption liée à la vente d'armes. Cela a conduit à une rupture dans l'ANC et à la formation d'un nouveau parti politique – le Congrès du Peuple (COPE) – par les partisans de Mbeki, dirigé par des multi-millionnaires noirs. En janvier 2009, Zuma était à nouveau poursuivi pour corruption mais, quelques semaines avant l'élection, les charges tombèrent, lui ouvrant la voie pour devenir président du pays.

Il y existe, à gauche, l'idée que Mbeki a été remplacé à cause de conflits internes à l'ANC. Mais ces conflits reflètent la colère et la frustration envers ses politiques néo-libérales et le destin de Mbeki n'était pas scellé par des manœuvres internes mais par les grèves générales et les manifestations de ces dernières années auxquelles Zuma s'est intelligemment associé pour gagner le soutien du SACP et du COSATU. En ayant l'air de persécuter Zuma, Mbeki a renforcé sa popularité et en a fait un nouveau leader pour des millions de mécontent-e-s. Toutefois, Zuma n'est pas un radical. Il était vice-président sous Mbeki et ne protesta pas contre les politiques favorables aux entreprises de Mbeki ni ses remarques scandaleuses sur le VIH et le sida selon lesquelles il n'y aurait pas de lien entre les deux phénomènes.

Zuma est un pragmatique qui a tenté, jusqu'à présent de manière satisfaisante, de rassurer les capitalistes qu'il ne basculerait pas vers la gauche. Présenté comme un homme de gauche par ses soutiens, il parle plus comme un républicain américain, comme l'a dit un éditeur, avec ses appels à une action plus dure contre la criminalité et à des marchés plus libres. Avant son élection, le conseiller le plus proche de Zuma, l'ancien dirigeant syndical Gwede Mantashe, rencontra les investisseurs de Cape Town et souligna les façons d'accélérer la hausse des investissements en Afrique du Sud, de combattre le crime et d'offrir progressivement un filet social de sécurité, disant que la présidence de Zuma ne consisterait pas à opposer « les entreprises contre les pauvres » mais à « créer un environnement

pour les entreprises tout en se tournant vers les besoins des pauvres. » Un peu avant son élection, Zuma parla d'établir un « pacte » entre les entreprises, le gouvernement et les syndicats pour répondre aux bas salaires, aux grèves et à l'inflation. Les grèves et les manifestations ont fait voler en éclat cette perspective, et au lieu d'apporter la paix sociale le *Financial Times* note qu'« il y a une sale, imprévisible humeur chez les pauvres sud-africains ».

### L'Alliance

On parle toujours du fait que l'alliance entre l'ANC, le COSATU ou le SACP puisse se briser mais beaucoup des principaux militant-e-s considèrent encore qu'il est mieux de travailler à l'intérieur de l'Alliance. Zuma prévenait d'ailleurs ainsi les militant-e-s avant la violente rupture dans l'ANC : «...une chose que nous savons d'après des décennies d'expérience. Personne ayant quitté l'ANC, quelle qu'en soit la raison, n'est parvenu à se distinguer. » L'Alliance est rongée par des contradictions et des tensions résultant de la confusion entourant la manière de comprendre l'ANC, avec les dirigeant-e-s du très radical syndicat des mineurs déclarant par exemple que les manifestations sont le résultat de politiques dirigées par les « agents néo-libéraux du gouvernement » et accusant certains protestataires d'être « des forces opportunistes et réactionnaires » qui manipulent les mouvements des townships.

Il est clair en tout cas que les grèves militantes et les protestations des townships de ces dernières années ont eu pour effet de rompre le consensus néo-libéral au sein de l'Alliance. Avec l'élection de Jacob Zuma beaucoup espéraient que cela conduirait à une nouvelle période de stabilité sociale. 15 ans de gouvernement ANC ont vu l'Afrique du Sud devenir le pays le plus inégalitaire au monde mais aussi sa capitale protestataire. En mai 2008, les chiffres de la police et du gouvernement notèrent qu'entre 1997 et 2008 il y avait eu 8695 incidents liés au contrôle de la violence ou de l'agitation des foules et 84 487 incidents liés au contrôle de foules et de manifestations pacifiques.

Et alors que les précédentes protestations avaient été centrées sur des questions comme le manque d'eau et le logement, les récentes manifestations ont été plus généralisées et plus violentes. Comme le protestataire Mzonke Poni le dit aux journalistes : « À chaque fois que le gouvernement ANC échoue à tenir parole, il se trouve des excuses et en fait le reproche à des individus. Il est vrai que ses conseillers manquent d'engagement et de talent, mais il faut aussi blâmer la direction nationale – et pendant ce temps les gens souffrent. La seule façon de se faire entendre par le gouvernement est d'exprimer notre colère et notre rage et alors ils comprennent ce que nous ressentons ».

La Coupe du monde n'offre à l'Afrique du Sud rien d'autre que ce qu'elle a toujours connu: la séduisante illusion du développement par les grands stades, la publicité internationale, et le tourisme footballistique. La réalité ne changera pas pour celles et ceux qui désiraient un vrai changement avec la fin de l'apartheid ou qui espéraient que la victoire de Zuma l'an dernier implique une rupture avec les politiques dévastatrices qui ont plongé l'Afrique du Sud plus profondément dans la pauvreté.

Mais le climat de rébellion, qui est depuis longtemps un invariant pour les pauvres sud-africain-e-s, crée d'immenses opportunités et défis aux révolutionnaires pour aider à organiser des protestations, et à unifier les luttes des chômeur-euse-s pauvres des townships et les travailleur-euse-s pauvres dans la direction d'une alternative politique qui puisse commencer à défier la domination de l'ANC.

Peter Dwyer et Leo Zeilig. Traduit de l'anglais par Félix Boggio

# XXVème sommet Afrique-France: sous le signe du renouveau?

**A**u début de son mandat, Sarkozy souhaitait faire de la rénovation des sommets France-Afrique un des symboles de sa prétendue volonté de rupture en matière de politique africaine. Après avoir hésité à abandonner cette grand messe rituelle de la Françafrique, puis avoir consulté différentes personnalités pour en faire évoluer la forme et le contenu, la seule nouveauté finalement retenue pour le XXVe sommet qui se déroulera à Nice les 31 mai et 1er juin prochains sera la présence des multinationales françaises sous couvert d'ouverture à la « société civile ».



« Photo de famille » du 24ème sommet des chefs d'Etats d'Afrique et de France en février 2007 à Cannes

Créé en 1973, ces sommets bisannuels, alternativement réunis en France et en Afrique, ont pour objet de réunir autour du président français les chefs d'Etat africains, d'abord ceux du « pré carré » francophone, puis des autres pays du continent : symbole évident de certaines relations de vassalité entretenues par delà les indépendances formelles et manifestation de la « grandeur » de la France et des survivances de son empire colonial. De ce point de vue, pas de changement : le XXVe sommet, initialement prévu en Egypte puis rapatrié en France, est toujours très officiellement qualifié de « réunion de famille » par Sarkozy, et c'est à huis clos et en comité restreint que seront discutées les affaires françafricaines les plus sensibles. Le sommet s'inscrit par ailleurs dans les cérémonies (françaises) du cinquantenaire des indépendances des anciennes colonies africaines, qui, sans surprise, prennent surtout l'allure d'une célébration de la période coloniale.

Mais le sommet se déroule également dans une période de concurrence accrue, mondialisation capitaliste oblige, et de perte (relative, car sa capacité de nuisance et ses intérêts restent considérables) de l'influence française en Afrique, qui se traduit peut-être par une baisse du nombre de participants de « haut niveau » par rapport au sommet de Cannes en 2007. C'est dans ce contexte que la France va, lors de ce sommet, une nouvelle fois tenter de se faire passer pour l'avocate et la porte-parole des intérêts africains en matière diplomatique (création d'un poste de membre permanent du conseil de sécurité attribué à un pays africain), économique (place de l'Afrique dans les négociations de l'OMC suite au processus de Cancun), écologique (avec la bénédiction des dictateurs francophones des pays du bassin du Congo) et enfin militaire. Pour ce dernier volet, Sarkozy entend mieux « expliquer » sa « réforme » de la politique militaire qu'est censée illustrer la renégociation des accords de défense en cours, et va à nouveau proposer de mettre ses bases et sa coopération

militaires à disposition des futures forces de maintien de la paix de l'Union africaine : manière de fournir une nouvelle légitimité à la présence militaire française en Afrique et de poursuivre une politique d'influence et d'ingérence en ce domaine.

Mais la véritable nouveauté du sommet, c'est la décision de l'ouvrir aux entreprises privées : la totalité du CAC 40 et 40 grosses PME, ainsi que 150 entreprises africaines, seront ainsi invitées à débattre de « l'environnement des affaires », de la formation professionnelle, de la « responsabilité sociale et environnementale » ou encore des énergies durables, sous prétexte d'élaborer une charte des entreprises françaises en Afrique. En fait, il s'agit bien évidemment de consolider les intérêts économiques de la France dans ses anciennes colonies et de les développer davantage dans les autres pays. Pour parer à ce genre d'accusations, Sarkozy a également tenté de faire cautionner l'initiative par des organisations syndicales françaises et africaines, lesquelles ont fort heureusement pour la plupart refusé. Les chefs d'Etat invités ont en revanche mis leur veto à la présence des partis politiques ou des organisations de la société civile, craignant que ces derniers n'utilisent le sommet comme une tribune pour dénoncer les crimes et l'absence de légitimité démocratique des dictatures et des démocraties « amies de la France ».



Comme pour les sommets précédents, un contre sommet, intitulé « forum citoyen », est organisé à l'initiative de l'association Survie et avec la participation d'autres organisations françaises et africaines. Il se tiendra cette année à Aubervilliers le 29 mai (programme complet sur <http://www.afrique2010.fr>). Une manifestation (ainsi que d'autres initiatives, voir le site d'Attac 06 pour le programme complet) sera également organisée à Nice pendant le sommet, qui constituera un temps fort dans la lutte pour la régularisation des sans-papiers. Une centaine de personnes sont ainsi parties à pieds de Paris le 1er mai (fête des travailleurs, même sans-papiers) pour arriver à Nice à la fin du mois afin de



« dénoncer la collaboration des chefs d'Etat africains avec la politique d'immigration choisie française, avec les expulsions de masse, avec la souffrance de la vie des sans-papiers dans ce pays » ainsi que l'explique le Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers à l'origine de la marche. La manifestation de Nice entend ainsi dénoncer la double politique de la France à l'égard de l'Afrique, résumée par le slogan : « Chassés d'ici, pillés là-bas ! ». Alors tou-te-s à Nice !

Robin Guébois

# Sommet des peuples de Cochabamba : une avancée importante pour la lutte éco-socialiste !

Afin de tirer le bilan du sommet de Cochabamba sur le climat, nous publions les extraits de l'analyse faite par deux militant-e-s écosocialistes belges, Sandra Invernizzi et Daniel Tanuro. L'intégralité du texte est disponible sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article17300>

Le Sommet des peuples sur le climat et les droits de la Terre mère, qui s'est réuni à Cochabamba (Bolivie) du 20 au 22 avril, à l'invitation du président Evo Morales, a été un énorme succès. Trente mille participant-e-s ont débattu plusieurs jours durant des différentes facettes de la crise climatique et adopté une série de documents forts intéressants, dans une optique résolument anticapitaliste. La Déclaration finale du sommet, qui synthétise ces travaux, constitue une avancée importante sur la voie d'une convergence des luttes sociales et environnementales dans une perspective antiproductiviste et internationaliste.



Dans le sillage des prises de position d'Evo Morales et d'Hugo Chavez au sommet des Nations-Unies, en décembre à Copenhague, la déclaration finale de la conférence pointe clairement l'origine capitaliste du dérèglement climatique en cours. Il souligne l'incompatibilité complète entre un modèle basé sur la logique de concurrence, donc de croissance illimitée, d'une part, et la nécessité impérieuse de respecter les limites des écosystèmes et de leurs rythmes, d'autre part.

Après avoir stigmatisé la transformation des ressources naturelles et des êtres humains en marchandises, la déclaration cloue au pilori la colonisation impérialiste, puis conclut logiquement qu'il serait « irresponsable de laisser aux mains du marché le soin et la protection de l'espèce humaine et de notre Terre Mère ». Cette prise de position stratégique est ensuite traduite en une série de revendications concrètes qui lient l'écologique et le social.

Démasquant le cynisme des gouvernements qui ne prévoient rien alors que 100 millions de personnes pourraient devenir des « réfugiés climatiques » dans les prochaines décennies, le texte réclame la fin des politiques d'immigration restrictives et répressives des pays occidentaux, et demande que les fonds affectés aux budgets militaires soient investis dans la protection du climat. Il dénonce aussi les mécanismes flexibles qui, sous couvert de transferts technologiques, visent en réalité à permettre aux grandes entreprises du Nord de continuer à polluer tout en faisant des superprofits sur le marché du carbone.

Enfin, le texte propose la mise en place concrète d'un cadre juridique international souverain et équitablement dirigé par les populations du monde dont le but serait de mettre fin aux dérives en termes de surexploitation des ressources, irresponsabilité environnementale et traitement inhumain des populations migrantes.

Si ces prises de position anticapitalistes sont remarquables, on doit pourtant déplorer certaines lacunes. Le point le plus frappant est que les oligarchies du pétrole, du gaz et du charbon ainsi que les grandes multinationales du secteur énergétique ne sont pas mises en accusation, ni même citées, alors que leur responsabilité dans les changements climatiques est écrasante. On notera aussi l'étonnant contraste entre cette absence et la radicalité de l'objectif de diminution de GES préconisé par la Déclaration. Une série d'étapes sont pourtant incontournables pour atteindre des objectifs ambitieux, qui concernent principalement le secteur de l'énergie et la question des ressources :

- l'obligation à court terme de sortir des énergies fossiles;
- la nécessité de planifier le remplacement des fossiles par les renouvelables ;
- la nécessité de réduire globalement la production et le transport de matières pour que ce remplacement soit possible en pratique ;
- tout cela en considérant le risque d'hypothéquer la satisfaction des besoins légitimes des trois milliards d'êtres humains manquant de l'essentiel ;
- pour résoudre ce problème de façon humaine, il est nécessaire et impérieux de faire de l'énergie un bien commun, afin que les investissements puissent être effectués en fonction des besoins et indépendamment des coûts, sans casse sociale;
- enfin, cette mise sous statut public de l'énergie doit être couplée à une redistribution des richesses, afin de mobiliser les ressources indispensables à la transition énergétique.

Quel discours faut-il tenir en direction de la classe ouvrière du Nord pour qu'elle prenne conscience de sa responsabilité cruciale dans le sauvetage du climat ? A cette question, la Déclaration ne répond pas de façon convaincante. La cause en est qu'elle établit une dichotomie entre le Nord exploiteur et le Sud exploité, et passe ainsi à côté de l'urgente unification des luttes des exploités des pays « développés » et « en développement » et fait l'impasse sur la critique nécessaire des stratégies de développement productiviste de certaines classes dominantes, telles que celles du Brésil, de la Chine ou du...Venezuela, par exemple, en tant que grand producteur de pétrole. Cette unité pourrait être favorisée en faisant remarquer que les pays du Sud s'engagent déjà à faire presque le maximum de ce qui est nécessaire pour stabiliser le climat, tandis que les pays du Nord font moins de la moitié de l'effort qui leur est imparti.

Le Sommet des Peuples, constitue une avancée remarquable en direction d'une stratégie climatique digne de ce nom, c'est-à-dire d'une stratégie anticapitaliste. Tou-te-s les exploités et opprimés du monde sont redevables au peuple bolivien qui a pris l'initiative de cet événement, à travers son président élu. [Elles et] ils sont redevables en particulier aux peuples indigènes, qui jouent un rôle de premier plan en montrant qu'une autre relation entre l'humanité et la nature est possible et nécessaire.

# SOUTENEZ LA MARCHÉ PARIS-NICE À PIED POUR LES SANS-PAPIERS



À l'occasion du prochain sommet France-Afrique qui se tiendra à Nice du 31 mai au 2 juin, une délégation de 100 marcheurs issus des collectifs de sans-papiers réunis au **Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers** a entamé samedi 1<sup>er</sup> mai une longue marche en direction de Nice pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

Le **Ministère de la Régularisation de tous les Sans-Papiers** appelle les sans-papiers, les citoyens ainsi que l'ensemble des organisations associatives, politiques et syndicales sensibles à la lutte des sans-papiers à contribuer à la préparation et à la réussite de cette marche en organisant et en réservant un accueil chaleureux aux marcheurs lors de leur passage dans les différentes étapes du parcours.

Beaucoup ont déjà répondu positivement à cet appel, nous les en remercions.

## VOUS POUVEZ NOUS SOUTENIR :

### ★ En faisant un don financier

Par chèque à l'ordre de l'ASSPPP  
(Association de Soutien aux Sans-Papiers Pour défaut de Papiers)  
à envoyer au 24 impasse Charadame 93400 Saint-Ouen  
ou par virement sur le compte postal de l'association 2181093j020.

### ★ En faisant un don matériel

(tentes, duvets, matmouss ou nécessaire pharmaceutique)  
À déposer au **Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers**,  
14 rue Baudelique 75018 Paris, ou auprès des collectifs de soutien locaux  
qui le remettront aux marcheurs lors de leur passage.

### ★ En achetant les T-shirts<sup>10€</sup> et les badges<sup>2€</sup> de la marche

Confectionnés pour faire connaître et financer l'initiative, vous pouvez  
vous les procurer auprès du **Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers**  
ou des organisations signataires.

### ★ En prenant contact avec les collectifs de soutien locaux

Ceux-ci organisent l'accueil des marcheurs le long du parcours.



VITRY-SUR-SEINE 01/05 – EVRY 02/05 – MELUN 03/05 – SENS 04/05 – JOIGNY 05/05 – AUXERRE 06/05 – DIJON 07/05 – GEVREY 08/05 – CHALON 09/05 – TOURNUIS 10/05 – MÂCON 11/05 – VILLEFRANCHE 12/05 – LYON 13-14/05 [VIENNE 15/05] – ROUSSILLON 16/05 – [SAINT-VALLIER 17/05] – VALENCE 18-19/05 – CLYOUSCLAT 20/05 – [VIVIERS 21/05] – [MORNAS 22/05] – AVIGNON 23-24/05 – [SÉNAS 25/05] – [VITROLLES 26/05] – MARSEILLE 27/05 – AIX 28/05 – CANNES 29/05 – NICE 30/05

POUR SUIVRE L'ÉVOLUTION DE LA MARCHÉ PARIS-NICE :

Le site du MRTSP : <http://www.ministere-de-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.net>

Des reportages vidéos : <http://www.dailymotion.com/ministeresp>

Des reportages audio : <http://audioblog.arterradio.com//radioparisniceapied>



## L'épopée du roi Pelé

**E**dson Arantes do Nascimento, plus connu sous le pseudonyme de Pelé, est le seul joueur de football au monde à avoir remporté 3 titres de champion du monde (1958, 1962 et 1970). Il aurait certainement pu en remporter 4 s'il n'avait été blessé en 1966. Le Brésil, pays de la samba et du football (on dit souvent le football-samba) devra attendre 1994 avant de remporter de nouveau le fameux titre de champion du monde. Ainsi, sur les 5 titres du Brésil (en rajoutant celui de 2002), Pelé a participé à 3 d'entre eux. Et sur les 4 championnats du monde auxquels il participe, il en remporta 3. Suffisant pour en faire un Roi.



Considéré comme le plus grand footballeur de tous les temps, le brésilien Pelé est déjà sélectionné à l'âge de 17 ans dans l'équipe nationale du Brésil. C'est en Suède, lors de la coupe du monde de 1958 que le monde découvre Pelé. Malgré son jeune âge, le jeune noir marqua à jamais les mémoires en inscrivant 6 buts en 3 matchs (seul le français Just Fontaine, avec 13 buts a fait mieux lors de ce championnat). Le style de Pelé, sa maîtrise de la technique, son sens de la samba, éclipsent alors tous les participants. A 17 ans, Pelé est couronné Roi du

ballon rond. Il en héritera de nombreux ennemis qui useront de tous les moyens et stratagèmes pour l'arrêter, y compris la violence. Pour battre le Brésil, il fallait éliminer Pelé. Lors de la coupe du monde de 1966, ce sont les agressions des défenseurs adverses et le laxisme des arbitres qui auront eu raison de l'équipe du Brésil qui se ressaisit 4 ans plus tard en rajoutant un troisième titre à son palmarès.

Pelé a aussi été lui aussi victime du racisme ambiant de l'époque malgré sa notoriété et son talent. A une époque où les Noir-e-s subissaient le colonialisme en Afrique et de nombreux préjugés couraient sur leur incapacité à s'affirmer, Pelé démontra que le talent est universel et surtout partagé par tous les humains puisque des foules immenses se sont déplacées lors du championnat mondial de Suède pour admirer ce jeune prodige noir. Ce qui n'était pas pour plaire à tout le monde. En 1962, alors que la plupart des pays africains accédaient à l'Indépendance, la supériorité de l'équipe du Brésil, composée d'hommes de toutes les couleurs, portée par des noirs comme Pelé, était pour beaucoup d'Africain-e-s un exemple à suivre. Il y



avait bien des domaines où la soi-disant « supériorité » des pays colonisateurs n'était pas affirmée. C'est certainement la raison pour laquelle le Brésil était aussi le pays avec lequel les Africain-e-s avaient des affinités très fortes. Le symbole porté par cette équipe qui faisait d'un noir son Roi était très fort pour l'Afrique indépendante. Cette Afrique, qui venait de se libérer du joug de la

colonisation avait besoin de symboles forts d'autant plus que la plupart des hommes qui ont porté l'espoir à cette époque ont été assassinés par les forces occultes du néocolonialisme. Le boxeur américain Mohamed Ali, Pelé et bien d'autres sportifs porteront le flambeau de l'Afrique car il était évident pour beaucoup d'Africains que ces noirs de la diaspora étaient aussi des leurs.

La carrière professionnelle de Pelé s'est surtout déroulée au Brésil, avec l'équipe du Santos Football Club. Malgré sa notoriété, Pelé est pourtant contraint à l'exil afin de mieux gagner sa vie. A cette époque, les footballeurs n'étaient pas encore des Dieux vivants payés à coup de millions d'euros. Il s'installe alors à New York en 1975 et signe un contrat avec le New York Cosmos. Pelé y contribue à l'essor du *soccer* (football en américain) aux États-unis où le football reste un sport moins pratiqué que le basket-ball ou encore le football américain. Malgré quelques difficultés au début, Pelé finit par remporter son premier titre américain le 27 août 1977. C'est d'ailleurs cette année que Pelé choisit pour arrêter le football, 6 ans après sa retraite internationale en 1971. Cet artiste du ballon rond, qui n'a connu que 2 clubs, organise alors une rencontre entre le Santos FC (son ancien club du Brésil) et le New York Cosmos. Il joue la première mi-temps avec son dernier club et la seconde avec son ancien club du Brésil. Emu aux larmes devant 75000 spectateurs, Pelé tira alors sa révérence.



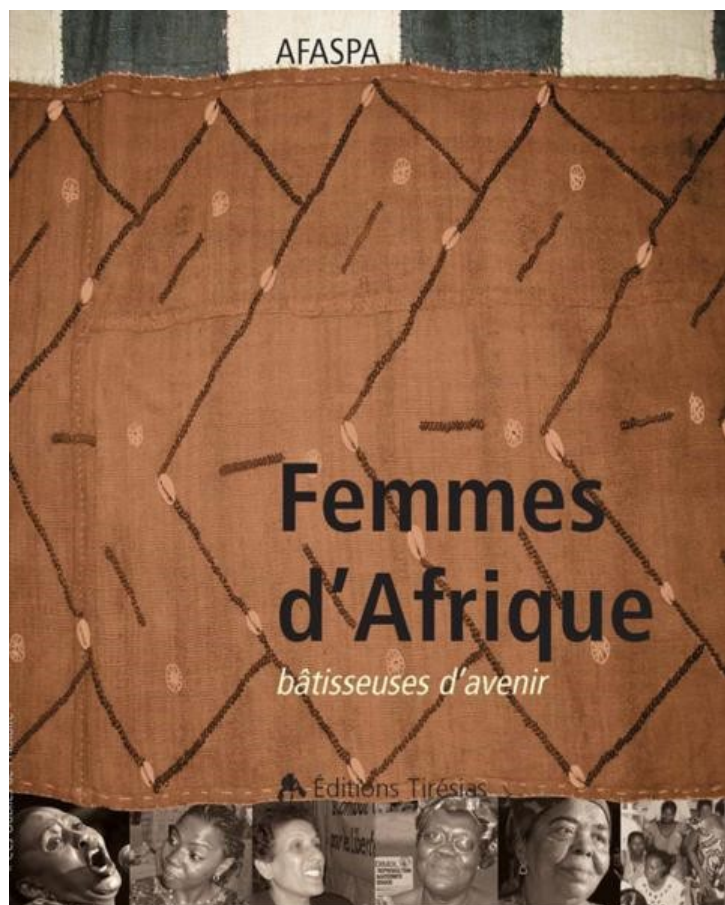
Élevé au rang de meilleur joueur mondial du siècle par la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) et d'athlète du siècle par le comité international olympique, ambassadeur des Nations Unies et de l'Unesco, Pelé a su mettre le sport au service des hommes et de la paix. Ministre des sports du Brésil entre 1995 et 1998, il sera l'ambassadeur international de son pays pour la coupe du monde qui se déroulera en 2014 au Brésil. Cela pourrait être l'occasion d'un 6ème titre pour le Brésil et un 4ème pour Pelé (en tant que père spirituel)? Peut être bien. En attendant, bien sûr, que la coupe du monde de 2010 revienne enfin à un pays africain.

Moulzo

## LIRE...

**Femmes d'Afrique. Bâtisseuses d'Avenir**

Editions Tirésias 25 euros.



Magnifique ouvrage choral, ce recueil de portraits-entretiens, joliment illustré, est dû à l'initiative de l'AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique). Ouvert sur une série de poèmes rendant hommage à la femme africaine, il place en exergue un très beau texte de Thomas Sankara. Eclairage nécessaire sur des femmes courageuses qui n'hésitent pas à relever des challenges, souvent au prix de leur liberté, de leur vie parfois.

Qu'elles soient syndicalistes, artistes, magistrates, citoyennes ou rurales, elles font part de cette réflexion personnelle qui les a menées à la prise de conscience puis au combat contre l'intolérable des préjugés et pesanteurs, au terme d'un parcours de tous les dangers, économiques, politiques, sociaux ou encore liés au poids

d'une tradition paradoxalement défendue par d'autres femmes. Elles s'illustrent dans les domaines les plus variés pour mettre leurs compétences, leurs talents au service de l'évolution de la société toute entière. Education, car « c'est l'ignorance qui permet l'absence d'existence de la démocratie » (Angélique Kidjo), santé, environnement, culture, sports, politique, droit, c'est en investissant ces secteurs clés qu'elles mènent la lutte pour l'émancipation.

Ce livre témoigne de l'énergie de ces femmes remarquables et pleines d'humilité, à l'image d'Aïsha Dabale, qui milite à Djibouti contre les mutilations sexuelles et l'impunité des crimes violés dans les conflits armés. Ou encore d'Aminatou Haidar, figure emblématique du combat du peuple Saharaoui, lauréate en 2009 du Civil Courage Prize. C'est avec plaisir qu'on retrouve Madjiguène Cisse, animatrice charismatique et intègre du mouvement des sans-papiers de Saint Bernard en 1996-1997. Revenue au Sénégal en 2000, cette enseignante d'allemand, marxiste, féministe, mère de 3 filles, met toute son énergie au service du Réseau des Femmes pour le Développement durable en Afrique. Et on se souvient de la bouleversante Miriam Makeba, légende de la musique, succombant à une crise cardiaque lors d'un concert en 2008. Mama Africa, comme elle a été affectueusement surnommée, militante de la lutte anti-apartheid, qui attendra 62 ans avant de pouvoir profiter du droit de vote pour lequel elle s'est battue. Femme de convictions, compagne de Stokeley Carmichael, leader du Black Power, elle a consacré la fin de sa vie à sortir de la rue et de la violence des adolescentes en grande difficulté en les initiant à la musique, la danse et au théâtre.

31 pays, 73 femmes, autant de bonnes raisons de parcourir ce livre vivifiant. Anonymes ou médiatiques, ces actrices de leur destin délivrent une parole forte, émouvante, sensible et audacieuse, en toute confiance avec leurs interlocuteurs, dont la délicate et infatigable Michèle Decaster, secrétaire nationale de l'AFASPA. En annexe de l'ouvrage figure le Protocole relatif aux Droits de la Femme en Afrique, intégré en 2005 à la Charte des droits de l'Homme et des Peuples.

Très loin des clichés folkloristes empreints de nostalgie coloniale, dans le refus de l'ignorance, des réflexes obscurantistes et de toute posture victimaire, les femmes mises à l'honneur dans cet album démontrent l'essentialité de leurs actions au quotidien et l'urgence de leur participation dans tous les lieux de décision.

*Gisèle Felhendler*

**Le contrôle administratif en Tunisie**

Un rapport de l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques (AISPP).

L'AISPP vient de publier un livre sur la condition des ex-prisonniers soumis à une peine complémentaire de contrôle administratif. 340 pages, fouillées, et circonscrites et

documentées. Ce rapport est concomitant de ceux d'Amnesty International et de Human Rights Watch sur le même sujet, à savoir la vie après la prison. Le rapport de l'AISPP se distingue des deux précédents par une mise en perspective historique du contrôle administratif, une approche juridique de cette peine prévue par le Code de Procédure pénale, une définition politique de cette mesure, et la langue de publication, l'arabe.

L'AISPP fait remonter l'origine de la peine complémentaire de contrôle administratif au protectorat. Prononcée comme une peine devant commencer dès la sortie de prison, le contrôle

administratif vise à l'« éradication sociale et politique » de l'ex-prisonnier. En principe, il s'agit d'une mesure fixant la résidence de l'ex prisonnier politique dans un lieu donné pendant une période donnée. Le non respect de cette mesure est passible d'un an d'emprisonnement. Le code pénal ne détaille pas les mesures qui accompagnent l'application du décret de contrôle administratif, ce qui laisse le champ libre à la police chargée de le faire appliquer.

Le rapport passe en revue les dépassements policiers auxquels donne lieu cette peine sous le régime actuel : l'émargement au poste de police, non prévu par le juge mais appliqué dans les faits à un rythme défini par la police (parfois plusieurs fois par jour dans des postes différents, à des horaires pas forcément fixes, dans des postes éloignés du domicile dans lesquels il faut attendre ou revenir plus tard), violences, humiliations et provocations auxquelles donne lieu ce pointage. Autres dépassements : l'interdiction de travailler, la privation de la carte d'identité ou de celle du passeport et privation du droit à la santé et aux études. Autre abus signalé: la détention dans les postes de police lors des visites présidentielles dans les villes ou les régions habitées par les anciens prisonniers ou lors de visites de personnalités étrangères. Les procès pour contravention au contrôle administratif se multiplient, même si le contrôle administratif stricto sensu est respecté. Enfin le contrôle administratif, prononcé pour une durée déterminée, est bien souvent prolongé dans les faits. Les réclamations des victimes sont ignorées.

Un ex-prisonnier peut être victime de plusieurs dépassements.

Un tableau portant sur un échantillonnage significatif illustre le déclassement social des ex prisonniers. Ces persécutions se pratiquent dans un grand climat de violences physiques et morales. Les descentes de police nocturnes au domicile, les intrusions de la police sur les lieux de travail, les arrestations ostentatoires dans les lieux publics visent à couper l'ex prisonnier de la société. L'AISSPP estime que ce déferlement de violence a atteint son apogée entre 1991 et 2000 pour s'atténuer ensuite, mais se maintient. Les intéressés ont eu deux types de réactions : les grèves de la faim et la franchise illégale des frontières dans l'objectif de déposer des demandes d'asile. Cette violence a eu des conséquences dramatiques pouvant entraîner la mort, et le rapport cite plusieurs cas de décès.

Ce rapport concerne des pans entiers de la société tunisienne. Depuis les années 90 les prisonniers politiques se chiffrent par dizaines de milliers et ce sont des centaines de milliers de proches qui ont vécu par ricochet ces persécutions. Au point que les auteurs se demandent si de « peine complémentaire », le contrôle administratif n'est pas une peine « tout court ».

Toutefois, ce document laisse une question entière. Il est conjugué au masculin. Tous les prisonniers cités, sans exception, dans les années 90 ou 2000, sont des hommes. Il ne se singularise guère sur ce plan du document d'Amnesty International. Les anciennes prisonnières n'auraient-elles pas été persécutées après leur libération ? Une question posée avec une fausse naïveté qui aurait mérité une explication.

Luiza Toscani

## ALLER VOIR...

### 2èmes Rencontres de la Goutte d'Or : « Barbès l'Africaine »



Mardi 11 mai-dimanche 23 mai 2010, au centre Fleury-Goutte d'Or

Après une première édition en 2009 consacrée à l'Algérie, les « 2es Rencontres de la Goutte d'Or » se dérouleront du 11 au 23 mai 2010 sur le thème Barbès l'Africaine. Le projet est de retracer l'histoire du quartier et de ses liens avec l'Afrique, au fil d'expositions, projections,

débats, concerts... Un programme riche et éclectique, qui se déroulera dans de nombreux lieux publics. Durant toute la durée des Rencontres, retrouvez l'exposition Paris carrefour des Suds à la Salle Saint-Bruno (9, rue Saint Bruno 75018 Paris). Le film Des Noirs en couleur sera projeté le mercredi 12 mai 2010, et le film Paris couleurs le vendredi 14 mai 2010, au Centre musical Fleury Goutte d'or à 14 h (1 rue Fleury, Paris 18e).

Plus d'informations : <http://www.fgo-barbara.fr/143>

### Focus Afrique du Sud

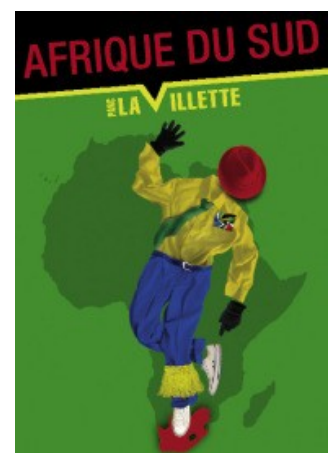
Danse - Théâtre - Musique : 3 semaines de spectacles, du 11 au 30 mai 2010, au parc de la Villette.

#### 2010 est l'année de l'Afrique du Sud.

Un anniversaire : celui de la libération de Nelson Mandela, homme providentiel pour tout un peuple sorti des geôles il y a vingt ans. Un événement sportif hors normes : l'organisation de la coupe du monde de football, plus grand événement planétaire après les jeux olympiques. Une première pour un pays africain. À la faveur de ces deux éléments politiques majeurs pour le pays mais aussi pour la communauté internationale, le Parc de la Villette met un coup de projecteur sur la scène artistique sud-africaine pour en souligner la forte originalité artistique. Durant trois semaines, à travers la danse, le théâtre et la musique,

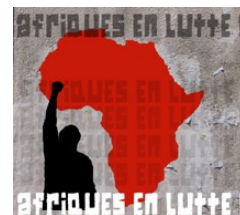
plusieurs dizaines d'artistes viendront témoigner de la richesse, de la diversité, des différentes langues, des traditions comme de la relation à la modernité, de ce grand pays en passe de devenir un acteur majeur de la scène économique et politique mondiale.

Plus d'informations sur : [http://www.villette.com/fr/parc-villette-agenda/spectacles-tous/focus\\_afrique\\_du\\_sud.htm](http://www.villette.com/fr/parc-villette-agenda/spectacles-tous/focus_afrique_du_sud.htm)



## Le nouveau site internet d'Afriques en lutte

*Afriques en lutte* fait peau neuve. Le blog qui nous a permis de mettre en ligne les articles parus dans les bulletins va bientôt prendre sa retraite et laisser la place au jeune site [www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org). Vous trouverez sur ce site: les articles parus depuis 2004 dans notre journal, les publications et communiqués du NPA concernant l'Afrique, les publications et communiqués de partis et d'associations amis, des liens vers des publications intéressantes. Vous pouvez également télécharger les bulletins « Afriques en lutte ».



## Agenda

### 29 mai : forum citoyen France-Afrique, à Aubervilliers (93)

Conférences-débats et grand concert gratuit avec Apkass, slam hip-hop jazz-soul HK et les saltimbanks, chanson française naturalisée avec HK chanteur de MAP Atri N'Assouf, blues-rock Touareg

Lieu : espace Fraternité (Magic Mirror) d'Aubervilliers ; cabaret situé 10, 12 rue de la Gare à Aubervilliers (limite Paris niveau porte d'Aubervilliers) M° ligne 12 Porte de la Chapelle + bus 65 arrêt Skanderbeg ou Bus : 54, PC3, porte d'Aubervilliers, ou bus 552, 65 arrêt Skanderbeg.

Dans le cadre du contre-sommet France-Afrique avant et pendant le sommet des chefs d'états africains à Nice les 31 mai et 1er juin : départ pour Nice le dimanche ! Nice accueillera les

31 mai et 1er juin prochains le 25e Sommet des chefs d'État de France et d'Afrique. Se positionnant en alternative citoyenne à ce sommet qui voudrait légitimer des chefs d'état très contestés, pour préserver des intérêts économiques français, Survie et un grand nombre d'associations organisent ce Forum citoyen France-Afrique afin de donner la parole aux sociétés civiles françaises et africaines.

11-19h : Débats : Conférences-débats avec la plate-forme citoyenne France-Afrique, et des intervenants africains ou de la diaspora.

11h-12h30 : Néocolonialisme et réalités des migrations avec : Gilles Lemaire (Cedetim+Attac), Emmanuel Terray, anthropologue, cedetim, un représentant du CSP 75 (Collectif des Sans-papiers), Oumou Zé, chargée de recherche au CNCD-Belgique, Un syndicaliste de la CGT ou Solidaires

12h45-14h30 : Elections et démocratie en Afrique avec : Tené Sop, membre du Conseil National pour la Résistance, mouvement UmNyobiste/Allemagne-Cameroun, André Afanou du CACIT-Togo (Collectif des Associations contre l'impunité au Togo), Benjamin Moutsila de la Fédération des Congolais de la Diaspora-FCD, Omar Ould Dedde d'Assez de coups d'Etat (Mauritanie)

14h45-16h30 : Responsabilité sociale et environnementale des entreprises française en Afrique : avec : Jean Merckaert, chargé du programme « Financement du développement » au CCFD-Terre Solidaire et coordinateur de la Plate-forme Paradis Fiscaux et Judiciaires, Christian Mounzé, coordinateur de la coalition « Publiez ce que vous payez » - Congo, membre du Conseil international d'Administration de l'ITIE, Grégoire Niaudet, chargé de projets Afrique-Golfe de Guinée au Secours Catholique-Caritas France, Xavier Harel, journaliste à la Tribune et auteur de « La grande évasion, le vrai scandale des paradis fiscaux ».

17h-19h : Panorama des résistances des sociétés civiles en Afrique avec : Gustave Massiah, membre du Conseil International du Forum Social Mondial, Olivier Blamangin, responsable Afrique de la CGT Odile Biyidi-Awala, Présidente de Survie, Tiken Jah Fakoly, artiste musicien

Présentation de la campagne 2010 de Survie : « 2010 : Libérons-nous de 50 ans de Françafrique », <http://www.afrique2010.fr/>

19h30-minuit: Concerts contre la Françafrique

Plus d'info : <http://survie.org>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr); site: [www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org)  
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>